



RENDU EXECUTOIRE LE

27 MARS 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 06/03/2023

Reçu en préfecture le 06/03/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230306-23_A_SE_0187-AR

S²LO

*Service
des Etablissements et Services
Sociaux et Médico-Sociaux*

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0187

du 06 MARS 2023

Portant extension de l'habilitation partielle
de la Résidence Autonomie « Geneviève
Pénicault » à Availles-Limouzine gérée
par le CCAS d'Availles-Limouzine à
accueillir des bénéficiaires de l'Aide
Sociale à l'Hébergement

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la Vienne ;

VU le Schéma départemental des solidarités 2020-2024 adopté par délibération
du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2016-A-DGAS-DHV-SE-
0195 du 11 octobre 2016 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de
la Résidence Autonomie « Geneviève Pénicault » à Availles-Limouzine, gérée par le
CCAS d'Availles-Limouzine pour une capacité de 48 logements pouvant accueillir 52
personnes au maximum ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2021-A-
DGAS-DHV-SE-0197 du 27 août 2021 portant habilitation partielle de la Résidence
Autonomie « Geneviève Pénicault » à Availles-Limouzine gérée par le CCAS d'Availles-
Limouzine à accueillir 1 bénéficiaire de l'Aide Sociale à l'Hébergement ;

VU la convention n°2021-C-DGAS-DHV-SE-0019 du 06 octobre 2021 relative
à l'habilitation partielle de la Résidence Autonomie « Geneviève Pénicault » à Availles-
Limouzine gérée par le CCAS d'Availles-Limouzine à recevoir des bénéficiaires de
l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la délibération de l'Assemblée Départementale du 16 décembre 2022
relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 ;

Vu la délibération du CCAS d'Availles-Limouzine du 1^{er} février 2023 relative à
la demande d'extension de deux places à l'aide sociale à l'hébergement ;

.../...

VU la demande d'extension d'habilitation partielle à l'aide sociale du gestionnaire de l'établissement reçue par courriel le 20 février 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La Résidence Autonomie « Geneviève Pénicault » à Availles-Limouzine gérée par le CCAS d'Availles-Limouzine, est autorisée à augmenter sa capacité d'accueil des bénéficiaires de l'aide sociale de **1 à 3 places** à compter de la date de signature du présent arrêté.

En application de l'article L342-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'établissement s'engage à proposer ces places à l'accueil de personnes âgées ou en situation de handicaps bénéficiaires de l'aide sociale départementale, dans le respect des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits des usagers et des dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé.

ARTICLE 2 : Les conditions et modalités de l'habilitation partielle, de l'accueil des personnes âgées et l'évaluation de leur prise en charge fixées dans la convention susvisée ne sont pas modifiées.

ARTICLE 3 : L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée dans les conditions prévues à l'article L313-9 du CASF.

Cependant, les droits et les conditions d'accueil du résident bénéficiant de l'aide sociale à la date du retrait d'habilitation ne sauraient être remis en cause.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienn86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **06 MARS 2023**

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Pichon', is written over a horizontal line.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 06/03/2023

Reçu en préfecture le 06/03/2023

Publié le



ID : 086-228600011-20230306-23_A_SE_0187-AR